

visite du premier ministre d'Australie. Il s'agit de l'offre très aimable qu'il a faite hier de céder au Canada le pavillon australien à titre d'institution permanente sur le terrain de l'Expo. Le gouvernement tente-t-il d'encourager d'autres exposants à faire de même?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Il faudrait consigner cette question au *Feuilleton*.

LA POLLUTION

MONTRÉAL—LE DÉVERSEMENT D'INSECTICIDES DANS LE SAINT-LAURENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. H. Aiken (Parry-Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Lui a-t-on signalé des griefs au sujet du déversement d'insecticides dans le Saint-Laurent, près de l'emplacement de l'Expo? Si oui, son ministère fait-il enquête?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Pas à ma connaissance, monsieur l'Orateur, mais mon ministère a participé aux manœuvres antérieures aux événements actuels.

[Plus tard]

M. Aiken: Monsieur l'Orateur, j'ai une question complémentaire à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, puisque, depuis tout à l'heure, j'essaie de comprendre quelle a été la réponse du ministre à ma première question. Nous dirait-il si son ministère a compétence pour combattre la pollution du fleuve Saint-Laurent et s'occuper des plaintes à l'égard du déversement des insecticides dans ce cours d'eau?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Il me paraît que la question du député ne peut être posée à l'heure actuelle.

M. Aiken: Monsieur l'Orateur, le ministre m'a certainement donné une réponse vague, ce qu'il a le droit de faire, mais je pense qu'il voulait me fournir une réponse réelle.

M. l'Orateur: Cela pourra se faire une autre fois, peut-être. Mais j'ai l'impression que la question complémentaire du député est irrecevable.

LES TRANSPORTS

LE RAPPORT ET LES INSTANCES SUR LES PROBLÈMES DES PROVINCES ATLANTIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Albert): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question.
[M. MacDonald.]

tion au ministre des Transports. Comme personne n'a bien accueilli le rapport des experts-conseils sur les problèmes de transport des provinces atlantiques, le ministre peut-il dire s'il a pris des dispositions pour recevoir ces commentaires et ces mémoires, et sinon, comment répondra-t-on aux griefs suscités par ledit rapport?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, le député, selon moi, n'a pas fait un bon choix de journaux.

M. Bell: Une question supplémentaire. Le ministre peut-il dire si le gouvernement s'est préparé à recevoir des commentaires favorables ou non sur ce rapport?

L'hon. M. Pickersgill: J'accueillerai volontiers les doléances de toute personne ou organisme intéressés. C'est ce que j'ai fait savoir lors de l'étude de mes crédits et cette invitation tient toujours.

M. Bell: Une autre question supplémentaire. Le ministre et le gouvernement risquent-ils de donner suite rapidement à ce rapport?

LE SURSIS DES DEMANDES D'ABANDON ET LA PROMULGATION DE LA LOI

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Ed. Schreyer (Springfield): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Est-il disposé à accéder à la demande de la *Manitoba Branch Line Association*, qui voudrait que les auditions de demandes d'abandon soient retardées jusqu'à la promulgation de la première partie du bill n° C-231?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je pense avoir répondu à cette question depuis longtemps.

M. Schreyer: Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre si un décret en conseil rectificateur a déjà été adopté pour faire concorder le réseau ferroviaire des Prairies garanti avec les assurances qu'il nous a données l'automne dernier. Le ministre a bien dit qu'il y a eu une erreur, et qu'un décret en conseil serait probablement promulgué pour y remédier.

L'hon. M. Pickersgill: Je crois que le décret a été adopté et publié dans la *Gazette*, mais j'avoue que j'ai dû m'absenter d'Ottawa pendant une semaine et que je n'ai pas lu la *Gazette*, mais je n'y manquerai pas.